



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1155/Add.3
7 mai 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant sur la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, communiqués par les gouvernements en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

POLOGNE

/25 avril 1974/

I. INTRODUCTION

La population de la République populaire de Pologne jouit des droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux. Ces droits, qui ont tout d'abord été consignés dans la Constitution polonaise, sont pleinement garantis et protégés et la jouissance en est pleinement assurée.

Les principes socialistes sur lesquels est fondé le système économique et socio-politique polonais permettent d'assurer l'augmentation constante du niveau de vie des divers groupes sociaux.

Au cours de la période considérée, et en particulier à partir du sixième Congrès du parti unifié des travailleurs polonais, qui a eu lieu en 1971, le développement social et économique de la Pologne a enregistré de rapides progrès. De nombreuses activités ont été mises en route en vue d'accélérer la mise en oeuvre des droits de l'homme dans un certain nombre de domaines ainsi que d'en assurer le développement à long terme.

On s'est en particulier efforcé d'atteindre cet objectif grâce à l'application de plans intégrés de développement social et économique de vaste portée. C'est ainsi que pendant la période considérée, un programme ambitieux visant à accélérer le développement socio-économique du pays sous tous ses aspects a été mis en route, programme qui garantit l'élévation régulière du niveau de vie et l'amélioration

systématique de la situation économique, sociale et culturelle. Les tâches envisagées à ce titre dans le domaine social font d'ores et déjà partie intégrante de l'actuel plan socio-économique national de la République populaire de Pologne pour la période 1971-1975, et sont en cours d'exécution.

A titre d'exemple des progrès réalisés en Pologne au cours de la période considérée, on peut indiquer que près d'un million et demi d'emplois ont été créés. Simultanément, les dépenses de l'Etat ont augmenté rapidement de façon à mieux répondre aux besoins des familles de travailleurs et d'autres catégories de la population. Des progrès considérables ont été enregistrés en ce qui concerne le montant des salaires réels qui, durant la période 1971-1973, ont augmenté d'environ 24 p. 100.

De même, dans d'autres domaines intéressant les droits économiques, sociaux et culturels, des progrès considérables ont été réalisés. On a élargi le champ d'application des avantages sociaux, et de nouvelles catégories ont pu bénéficier du système de sécurité sociale.

Afin d'améliorer encore davantage l'état de santé de la population, le Gouvernement polonais a approuvé un programme à long terme de développement de la protection sanitaire et du bien-être social qui englobe des mesures visant à assurer la sauvegarde de l'environnement.

On a pris des mesures visant à permettre à la population de participer beaucoup plus largement à la vie culturelle du pays. A cette fin, on a notamment assuré une expansion continue du champ d'action des organisations culturelles dans des domaines très divers, en diffusant un plus grand nombre de livres, de journaux et de magazines, en augmentant le nombre des postes de télévision, etc.

Des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne le droit à l'éducation. On s'est en particulier préoccupé d'augmenter le nombre des établissements scolaires et de les moderniser. La situation matérielle des enseignants a été améliorée. Des mesures ont été prises pour créer un nouveau système d'enseignement en Pologne et le doter d'une structure permettant d'y inclure des programmes d'enseignement permanent, etc.

Il ressort clairement des annuaires statistiques publiés par le Bureau central de statistique qu'au cours de la période considérée des progrès importants ont été réalisés pour ce qui est d'assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans la Pologne populaire, qui célèbre en 1974 le trentième anniversaire de son existence de pays socialiste.

II. INFLUENCE DES INSTRUMENTS JURIDIQUES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES SUR LA LEGISLATION ET LA PRATIQUE EN POLOGNE

1. Les indications données dans les précédents rapports à propos de cette question demeurent valables dans le cadre du présent examen périodique. On ne peut donc parler, une fois de plus, que de l'influence indirecte qu'exercent les instruments juridiques de l'Organisation des Nations Unies sur la législation et la pratique en Pologne.

Comme on l'a souligné par le passé, les normes générales fondamentales régissant l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels, telles qu'elles sont énoncées dans divers instruments élaborés sous les auspices de l'ONU, sont consacrées par la Constitution de la République populaire de Pologne et par les principes sur lesquels est fondé son système socio-politique. La législation polonaise et la politique sociale de la Pologne tiennent pleinement compte de ces normes. En ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, la situation à l'intérieur de la République populaire de Pologne est à de nombreux égards meilleure que celle qui résulterait de la simple application des critères établis par les instruments internationaux correspondants.

2. Le texte des principaux instruments des Nations Unies concernant les droits de l'homme a été publié en Pologne et est à la disposition des organes législatifs comme du public.

III. MESURES LEGISLATIVES, REGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET DECISIONS JUDICIAIRES

A. Droit au travail

Les observations générales présentées à ce sujet dans le rapport précédent s'appliquent également à la période considérée ici. Un certain nombre de nouveaux textes législatifs ont été promulgués, visant à accroître substantiellement les prestations versées aux salariés, à éliminer certaines différences dans les prestations sociales, etc.

Le nouveau code du travail était en cours de préparation; il doit énoncer de manière détaillée les normes fondamentales de la législation du travail applicables à tous les citoyens de la République populaire de Pologne.

La jurisprudence a été également marquée par une tendance suivie à :

a) Accroître la protection du travail. C'est ainsi qu'il a été décidé de considérer comme nulle et non avenue la rupture du contrat de travail par l'employeur si elle n'est pas approuvée au préalable par le syndicat (arrêts de la Cour suprême Nos III PZP 41/71 du 22 juin 1972, III PZP 15/72 du 26 juillet 1972, III PZP 28/72 du 23 août 1972, III PZP 37/70 du 22 juin 1972);

/...

b) Accroître les droits découlant de contrats de travail, notamment en ce qui concerne la protection des femmes salariées en cas de grossesse (arrêt de la Cour suprême No I PR 60/70 du 21 avril 1970 et sa décision No III PZP 7/72 du 13 avril 1972), les demandes d'indemnité en cas d'accident du travail (arrêts de la Cour suprême Nos III PZP 4/71 et III PZP 3/71 du 5 avril 1971, II CZ 108/70 du 27 août 1970, II PR 14/72 du 16 mars 1972), etc.

1. Droit au libre choix du travail

Le droit au libre choix du travail a été strictement observé en Pologne. Aucune nouvelle mesure législative n'a dû être prise à ce sujet pendant la période considérée.

Comme par le passé, ce droit a été assuré grâce au plein emploi, qu'a rendu possible la situation sociale et économique générale. L'exposé détaillé présenté à ce sujet dans le rapport précédent s'applique également à la période considérée.

2. Droit à des conditions de travail appropriées et satisfaisantes

Le droit à des conditions de travail appropriées et satisfaisantes a été strictement observé en Pologne. Pendant la période considérée, des mesures ont été prises pour assurer une amélioration continue de la sécurité et de l'hygiène du travail. Les mesures suivantes sont parmi les plus importantes :

- Réalisation d'un programme de lutte contre le bruit et les vibrations dues au bruit (résolution datée du 12 août 1971 du Conseil des ministres);
- Réalisation d'un programme de fabrication de matériel de ventilation, de climatisation et de filtrage de la poussière, notamment dans les mines de houille (notamment recommandation du 5 février 1970 émanant du Président du Bureau central des mines);
- Mesures adoptées pour diminuer encore les risques et la fatigue dans certains emplois de l'industrie mécanique en réduisant les heures de travail et en augmentant les jours de congé sans pour autant diminuer les salaires (décisions du Conseil des ministres en date du 20 janvier 1970 et du 6 août 1971);
- Amélioration des règlements relatifs aux normes de la sécurité du travail dans certaines branches de l'industrie grâce à l'application de techniques modernes (dans les industries alimentaires et minières);
- Application de règlements relatifs aux doses maximum d'irradiation ionisante acceptables, etc.

3. Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi

En ce qui concerne le droit des citoyens à la protection contre le chômage, aucun changement notable n'a eu lieu en Pologne pendant les années 1969 à 1973, ni en droit ni en fait.

/...

La Pologne est guidée par le principe du plein emploi. Pendant la période considérée, l'emploi a été assuré à tous les travailleurs, dont le nombre a augmenté dans le cadre du Plan social et économique national de la République populaire de Pologne.

En vue d'assurer l'équilibre entre la demande et l'offre en matière de main-d'oeuvre dans l'ensemble du territoire et compte tenu de la répartition entre hommes et femmes, le Gouvernement polonais a pris un certain nombre de mesures importantes, dont les suivantes :

a) Création de nouveaux emplois en 1971 dans les secteurs à main-d'oeuvre excédentaire en vue d'en accroître la productivité pour de nouveaux débouchés (résolution datée du 17 décembre 1970 du Conseil des ministres);

b) Création d'un fonds local de développement économique pour 1971-1975 (résolution datée du 5 mars 1971 du Conseil des ministres). Un crédit de 2,75 milliards de zlotys a été ouvert en vue de réaliser ces objectifs. En conséquence, plus de 70 000 nouveaux emplois seront créés au cours de la période 1971-1975, principalement pour les femmes, dans la petite industrie et dans les services. Pendant les seules années 1971-1973, 67 000 nouveaux emplois ont été créés;

c) Accroissement de l'emploi à temps partiel des femmes (résolution datée du 2 avril 1971 du Conseil des ministres). Cette résolution accorde aux femmes employées à temps partiel les mêmes droits qu'à celles employées à plein temps. Elle a eu pour effet d'accroître substantiellement cette forme d'emploi, qui est particulièrement attrayante pour les femmes ayant des obligations familiales;

d) Développement pendant les années 1971 à 1975 du système du travail à domicile (résolution datée du 23 juillet 1970 du Conseil des ministres). Cette résolution présente une grande importance pour les femmes qui ne peuvent exercer un emploi ordinaire, pour des raisons soit de famille, soit de santé;

e) Formation en cours d'emploi de diplômés sortis des écoles (résolution datée du 2 juillet 1971 du Conseil des ministres). Cette résolution a notamment raccourci la période de formation préliminaire, permettant ainsi aux intéressés d'obtenir un avancement et des augmentations de salaire beaucoup plus rapides.

4. Droit à une rémunération appropriée assurant un niveau de vie décent

Les salaires réels ont considérablement augmenté pendant la période considérée. Ainsi qu'il est dit dans l'introduction du présent rapport, ils ont augmenté de 24 p. 100 pendant les années 1971 à 1973. Deux facteurs y ont contribué : le rapide accroissement de la productivité de la main-d'oeuvre dans l'industrie manufacturière et la réglementation des salaires conséquemment à une décision prise par le Conseil des ministres pour augmenter les salaires de diverses catégories de salariés. Cet état de choses a été rendu possible grâce au taux élevé de la croissance économique pendant la période en question.

/...

La réglementation des salaires en 1971-1973 a permis d'augmenter les salaires d'environ 6,4 millions de salariés, soit des deux tiers de la main-d'oeuvre totale du secteur socialisé de l'économie.

Le salaire minimum, qui était de 850 zlotys, a été porté à 1 000 zlotys et des primes spéciales ont été prévues pour certaines catégories d'employés.

5. Droit à un salaire égal pour un travail égal sans aucune discrimination

Le principe d'un salaire égal pour un travail égal est strictement observé en Pologne. Aucune plainte n'a été reçue à ce sujet pendant la période considérée.

6. Droit au repos et au congé annuel, y compris la limitation raisonnable de la durée du travail et les congés payés périodiques

La jouissance de ce droit en Pologne est régie par des règlements publiés avant le 1er juillet 1969 et il y a lieu de se reporter au rapport précédent.

Pendant la période considérée, la durée du travail a été réduite en faveur de ceux qui travaillent dans des conditions difficiles ou dangereuses. Des jours de congé supplémentaires ont également été accordés au titre de nouveaux règlements (décret du 14 juillet 1973).

7. Droit de s'affilier à des syndicats

Tous les salariés ont le droit de se syndiquer (des renseignements détaillés ont été fournis à ce sujet dans le rapport précédent).

L'affiliation à un syndicat est facultative. En fait, plus de 95 p. 100 des salariés sont syndiqués.

Il n'a pas été nécessaire de promulguer de nouvelles lois à ce sujet pendant la période considérée.

8. Droit de grève

L'examen détaillé de cette question qui figure dans le rapport précédent est valable pour la période considérée ici. Le droit de grève n'est soumis à aucune loi. Les grèves ne sont pas interdites par la loi.

En vertu du système social polonais, les intérêts des salariés sont dûment sauvegardés. La grève n'est donc pas considérée comme un moyen auquel il est nécessaire de recourir pour assurer une bonne répartition du revenu national.

B. Droit à la sécurité sociale

Le régime de sécurité sociale s'est encore développé en Pologne pendant la période considérée. A cet égard, les mesures les plus importantes prises pendant les années 1969 à 1973 sont les suivantes :

/...

1. Extension de la sécurité sociale à de nouvelles catégories, dont les suivantes :

- a) Pêcheurs et mariniers hauturiers indépendants, à partir du 1er mars 1970;
- b) Membres de coopératives agricoles, à partir du 1er janvier 1972;

c) Salariés contractuels employés dans la livraison de périodiques et de journaux et dans le commerce de détail de ces publications, ainsi que dans des centres de diffusion de livres et de journaux, dans le cadre d'activités culturelles et éducatives, à partir du 1er juillet 1973.

En conséquence, on estime à environ 84 p. 100 en 1973, contre 78 p. 100 en 1970, la proportion des personnes couvertes par la sécurité sociale obligatoire.

2. Soins médicaux gratuits aux exploitants agricoles indépendants

A partir du 1er janvier 1972, le droit à des soins médicaux gratuits a été étendu aux exploitants agricoles indépendants et à leurs familles au titre des dispositions relatives à la santé publique. Pratiquement toute la population a donc maintenant droit à des soins médicaux gratuits. A peine 0,4 p. 100 des personnes, estime-t-on, paient elles-mêmes leurs frais médicaux et ce à un taux nominal, tout en bénéficiant des services fournis au titre de la santé publique.

3. Augmentation des prestations de sécurité sociale :

a) Depuis le 1er juillet 1972, des indemnités d'un montant égal à leur traitement sont versées aux salariés en cas d'incapacité de travail due à des accidents de travail ou à des maladies professionnelles. Les indemnités ont été augmentées à trois reprises pour les cas d'incapacité due à des causes autres que les accidents du travail ou les maladies professionnelles :

- A concurrence de 85 p. 100 du salaire net à partir du 1er juillet 1972;
- A concurrence de 90 p. 100 du salaire net à partir du 1er juillet 1973;
- A concurrence de 100 p. 100 du salaire net à partir du 1er juillet 1974.

De plus, il a été décidé d'appliquer le principe selon lequel le montant de l'indemnité ne peut être diminué pendant le séjour du salarié à l'hôpital ou dans un sanatorium.

b) Depuis le 1er décembre 1970, les allocations familiales ont été augmentées en moyenne de 40 p. 100 en faveur des catégories disposant des revenus les plus bas;

c) La réalisation d'un programme d'augmentation des pensions de retraite et d'invalidité échelonné sur une période de trois ans a été achevée en 1970;

/...

d) Au début de 1971, la pension de retraite a été ultérieurement augmentée d'environ 7 p. 100 pour la catégorie la moins rémunérée et la pension d'invalidité de 4 à 9 p. 100 selon les catégories.

C. Droit à un niveau de vie suffisant

Le droit à un niveau de vie suffisant a été respecté (voir par exemple sect. A/4 et B).

L'amélioration permanente des conditions de vie en Pologne a été particulièrement remarquable pendant la période considérée. L'accroissement de la consommation et la hausse du niveau de vie de la population résultant du fait qu'il a été répondu à ses besoins matériels et autres, forment des jalons importants dans le développement économique et social de la Pologne, qui va s'accéléralant.

1. Droit à une nourriture suffisante

A cet égard, on a adopté les nouveaux textes législatifs ci-après :

a) Loi sur les normes d'hygiène applicables aux denrées alimentaires et à l'approvisionnement, du 25 novembre 1970;

b) Ordonnance du Ministre de la santé et de la protection sociale en date du 30 mars 1970, stipulant que les personnes atteintes de certaines maladies ne peuvent pas être employées dans la production ou la manutention de denrées alimentaires;

c) Ordonnance du Ministère de la santé et de la protection sociale en date du 17 septembre 1971, concernant les normes sanitaires applicables au transport des denrées alimentaires.

2. Droit à un vêtement et un logement suffisants

Le droit à un vêtement suffisant a été entièrement respecté, et il n'a pas été nécessaire de promulguer des lois pour le faire observer.

Le droit à un logement suffisant a été entièrement respecté également. Tout au long de la période considérée, de grands efforts ont été déployés pour accélérer de façon tangible le rythme de la construction et les normes en matière de logement.

En 1972, le Sejm de la République populaire de Pologne a adopté une loi concernant le programme à long terme de développement du logement. Selon ce programme, il y aura vers 1985 des appartements indépendants pour toutes les familles qui en désirent et les normes de logement seront plus élevées pour l'ensemble de la

/...

population. Les chiffres ci-après illustrent l'augmentation du nombre des logements :

| Année | Appartements mis en service |
|-------|-----------------------------|
| 1971 | 191 000 |
| 1972 | 205 000 |
| 1973 | 226 000 |

3. Droit aux soins médicaux et aux services sociaux

Les observations générales sur ce sujet qui figurent dans le rapport précédent sont également valables pour la période considérée.

En outre, au cours de cette période, on a enregistré de nouveaux progrès en ce qui concerne le droit des citoyens aux soins médicaux (voir sect. D/4).

Les mesures législatives ci-après ont été prises, entre autres, pour assurer l'application de ce droit de manière plus efficace :

a) Décision du Ministre de la santé et de la protection sociale en date du 14 décembre 1971, relative à la prestation de services de santé aux agriculteurs;

b) Décision du même ministre, prise le 21 janvier 1972, sur les normes régissant la prestation de services de santé par les centres de santé publique aux travailleurs ayant une occupation artistique;

c) Instruction du même ministre, en date du 28 novembre 1972, relative aux principes devant être appliqués par les centres de santé publique pour les prestations à fournir aux agriculteurs;

d) Loi du 6 juillet 1972 portant relèvement des indemnités de sécurité sociale payables aux employés en cas de maladie, etc.

Des mesures ont été prises pour améliorer la protection sociale des employés. La loi du 23 juin 1973, concernant la procédure à suivre pour l'octroi et la répartition de prestations et de fonds au titre de la protection sociale et du logement, loi applicable à toutes les usines et institutions, permet à celles-ci de rassembler des fonds spéciaux pour répondre aux besoins des employés et de leurs familles en matière de protection sociale.

4. Droit à une amélioration constante des conditions d'existence

La population de la République populaire de Pologne jouit du droit à une amélioration constante des conditions d'existence qui, comme on l'a déjà fait remarquer, est l'un des objectifs principaux de la politique sociale et économique polonaise.

/...

Ce droit a été pleinement respecté. Le programme à long terme de développement accéléré du pays dans les domaines social et économique fournit les conditions nécessaires à une élévation continue du niveau de vie (voir par exemple Introduction et sect. A/4 et B).

5. Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement

Ce droit a été pleinement respecté. A cet égard, on peut mentionner les mesures prises pour protéger les ressources biologiques et naturelles du pays, prévenir la pollution de l'eau et de l'air et lutter contre le bruit et les vibrations. Un programme complet de protection de l'environnement a été mis au point, qui porte tout particulièrement sur les changements apportés à l'environnement par suite des transformations de la structure économique et sociale du pays, et sur le déséquilibre biologique qui se produit dans les zones d'essor industriel et dans les grandes villes.

Les mesures législatives d'importance majeure indiquées ci-après ont été prises aux fins de la protection de l'environnement :

a) Ordonnance du Conseil des ministres en date du 9 juin 1970, concernant les principes à suivre afin de fixer le taux des amendes pour pollution dangereuse des eaux, ainsi que la procédure de recouvrement de ces amendes;

b) Ordonnance du Conseil des ministres en date du 9 juin 1970, concernant le taux maximal de pollution des eaux ainsi que les conditions d'évacuation des effluents dans les eaux ou dans les sols;

c) Ordonnance du Ministre de la santé et de la protection sociale en date du 14 juillet 1972, sur la pollution provoquée par les pesticides.

Des travaux étaient en cours en vue de la rédaction d'un projet de loi sur la protection de l'environnement.

Les initiatives prises par la Pologne et la coopération qui s'est instituée avec les pays voisins doivent être considérées en étroit rapport avec l'application de ce droit. Il s'agit en l'occurrence de l'initiative qui a abouti à l'organisation à Gdansk, en Pologne, d'une conférence des Etats de la Baltique, laquelle a frayé la voie à la conclusion de la Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques dans la mer Baltique et les Belts (Gdansk, 13 septembre 1973), et de la coopération active en vue de la conclusion de la Convention sur la protection de l'environnement marin de la région de la mer Baltique (Helsinki, 22 mars 1974).

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique
et mental possible

Les observations d'ordre général faites sur ce sujet dans le rapport précédent restent valables pour la période considérée.

Pour permettre à la population de jouir des meilleures conditions en matière de soins médicaux, on continue à moderniser et à développer la structure matérielle de base des services de santé publique. De nouveaux centres ont été construits pour répondre aux besoins des patients hospitalisés et des patients en traitement ambulatoire, et le nombre des infirmières et des médecins a considérablement augmenté.

Une somme de 11 468 milliards de zlotys a été investie au titre de nouveaux projets intéressant les services de santé publique et dans les services de protection sociale, à savoir dans des hôpitaux, cliniques et institutions hospitalières pour malades mentaux, représentant au total 11 346 lits d'hôpital, ainsi que dans 259 centres communautaires d'hygiène et 48 garderies d'enfants. Le nombre des médecins généralistes s'est accru de 5 639, celui des dentistes de 1 516 et celui des infirmières de 14 492.

On s'est attaché tout particulièrement à relever le niveau professionnel du personnel médical. C'est ainsi que les études du personnel infirmier se situent maintenant au niveau universitaire.

L'Etat continue à fournir une assistance considérable aux invalides pour ce qui est de leur réadaptation professionnelle et des services sociaux.

La pleine réalisation du droit aux soins médicaux a fait passer l'espérance de vie aux chiffres estimatifs de 66,8 ans pour les hommes et de 73,8 pour les femmes au cours des années 1970-1972.

D'importantes mesures législatives ont été prises :

- a) Décision du Ministre de la santé et de la protection sociale en date du 17 novembre 1969, concernant les normes de santé applicables au personnel employé sur les navires de la marine polonaise;
- b) Décision du 28 mars 1970 définissant certaines substances comme stupéfiants;
- c) Décision du 20 février 1973 relative à l'organisation des dispensaires;
- d) Ordonnance du Ministre de la santé et de la protection sociale en date du 7 août 1971, concernant les diverses catégories de centres d'assistance sociale et le règlement général applicable à ces centres;
- e) Ordonnance du 10 septembre 1972 relative à la protection médicale des enseignants dans les établissements de niveau primaire, secondaire et supérieur;

/...

f) Ordonnance du 18 juillet 1973 relative aux centres d'assistance sociale de jour, etc.

1. Diminution de la mortinatalité et de la mortalité infantile; développement sain de l'enfant

Les observations qui ont été faites à ce sujet dans le rapport précédent sont valables pour la période considérée. En outre, de nouveaux progrès ont été réalisés dans le domaine de la gynécologie et de la pédiatrie et l'on a mis au point un système plus efficace de soins aux mères et aux enfants. Les soins et l'assistance sous toutes leurs formes sont gratuits et toute la population peut en bénéficier.

Compte tenu de ces efforts, la mortalité infantile a baissé de 34,4 p. 100 en 1969 à 26,1 p. 100 en 1973.

Dans le domaine législatif, les mesures suivantes ont été prises :

a) Décision du Ministre de la santé et de la protection sociale en date du 28 avril 1972, relative aux soins médicaux dans les centres de vacances d'été pour les enfants et les jeunes;

b) Ordonnance en date du 7 janvier 1971 relative aux soins dentaires destinés aux enfants et aux jeunes fréquentant l'école, l'université, etc.

2. Amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

Une campagne de grande envergure visant à relever les normes d'hygiène a produit une nouvelle et sensible amélioration.

Dans le programme à long terme de soins médicaux et de protection sociale pour la période 1973-1990, qui a été approuvé par le Conseil des ministres le 23 février 1973, l'amélioration des conditions d'hygiène et la protection de l'environnement figurent parmi les principales directives.

Les nouveaux instruments législatifs en la matière sont mentionnés à la section C/5 et on trouvera à la section A/2 des exemples de mesures prises en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène dans les entreprises. Il convient également de mentionner l'arrêt de la Cour suprême No II CR 619/70 du 24 février 1971 (sur le vacarme des usines).

3. Prophylaxie et traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres et lutte contre ces maladies

Pendant la période considérée, de grands progrès ont été réalisés en Pologne en matière de prophylaxie des maladies transmissibles, spécialement pour ce qui est de la diminution du taux de morbidité due à la tuberculose.

/...

Les efforts destinés à réduire le nombre des maladies professionnelles se poursuivent : on veille à l'application des lois déjà en vigueur (voir sect. A/2) et des mesures sont prises sur le plan de l'organisation.

Sur le plan législatif, les mesures prises lors des périodes précédentes continuent à être appliquées. Parmi les nouvelles, on mentionnera la décision du 1er décembre 1969 sur l'enregistrement des maladies professionnelles.

4. Création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux

En conséquence de l'extension des assurances sociales aux exploitants agricoles employés à leur compte ainsi qu'à leurs familles, toute la population active a maintenant droit aux soins médicaux gratuits (voir sect. B/2).

On a fait mention dans l'introduction au présent chapitre des installations et du personnel médical nécessaires pour dispenser ces soins médicaux.

Divers services de soins médicaux préventifs ont été créés en fonction des besoins propres à certaines catégories. Les services de la santé publique ont été réorganisés de manière que l'ensemble de la population puisse avoir accès aux services médicaux (intégration de toutes les institutions médicales au niveau des districts).

E. Droit de fonder une famille, droit à la maternité et droit à la protection et à l'assistance à cet égard

Les observations d'ordre général faites sur ce sujet dans le rapport précédent sont valables pour la période considérée. Au cours de cette période, des mesures ont été prises pour promouvoir et consolider la vie de famille et en particulier pour aider les jeunes mariés à résoudre leurs problèmes financiers. De nombreuses mesures de protection sociale mentionnées dans la section B aux points 2 et 3 ont également trait au bien-être de la famille.

1. Droit de la famille à une protection et à une assistance

Dans un certain nombre de décisions, la Cour suprême s'est prononcée de manière spécifique en faveur de la protection des familles et des droits des époux et des enfants. Dans son arrêt No III CZP 43/72, du 7 juin 1972, elle a statué qu'en cas de dissolution de la vie conjugale l'époux innocent a le droit de demander de l'époux fautif qu'il fournisse des moyens de subsistance pour la famille, sur la base d'un niveau de vie égal. L'arrêt No III CRN 332/72 de la Cour en date du 21 février 1973 stipule que la décision concernant l'adoption d'un enfant né hors mariage n'affecte pas le droit qu'a la mère de demander la reconnaissance de paternité.

/...

2. Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale

De nouvelles mesures ont été prises pour étendre les droits et les privilèges des mères qui travaillent. Il s'agit notamment de mesures destinées à permettre à celles-ci de combiner leur travail avec leurs devoirs familiaux, en particulier pour ce qui est d'élever leurs enfants.

En 1972, la durée du congé de maternité payé a été portée de 12 à 16 semaines après la naissance du premier enfant et à 18 semaines après la naissance des autres enfants (loi du 6 juillet 1972). Celle des congés sans traitement pour les mères élevant de jeunes enfants a été portée à trois ans sans que cela porte atteinte à la continuité de l'emploi (décision du Conseil des ministres du 14 janvier 1972). Les mères qui travaillent et qui ont des enfants en bas âge se sont vu accorder le droit de prendre jusqu'à 60 jours de congé par an, l'assurance leur versant pendant les jours de congé un montant égal au salaire complet qui leur serait dû.

Le nombre des familles qui bénéficient de ces avantages atteint quatre millions.

Le développement constant du réseau de pouponnières et de centres préscolaires permet aux femmes ayant soin d'enfants de travailler de manière régulière.

3. Droits des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance spéciale

Pendant la période considérée, l'attention s'est portée sur les problèmes de la jeune génération. Le 12 avril 1973, le Sejm a adopté une loi relative aux devoirs qui incombent à l'Etat et à la nation dans l'éducation des jeunes. Le Gouvernement de la République populaire de Pologne a mis au point un programme complémentaire de portée nationale, tel qu'il en existe peu de semblables dans le monde, en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels de la jeunesse.

Le droit des enfants à des soins spéciaux est également garanti par les lois mentionnées dans les sections E/1 et E/2.

On a adopté un nouveau système d'attribution de bourses (voir section F/2). L'encouragement systématique de l'épargne, avec primes spéciales, récompensant les bonnes notes, a aidé les étudiants à se procurer leur propre logement.

4. Droits des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances

Ce droit est pleinement respecté dans le cadre du système social en vigueur en Pologne, système qui veille au renforcement et à la promotion des droits de l'homme.

Le peuple polonais est en général au courant des questions de planification de la famille grâce à l'activité déployée par les services de santé publique dans des centres spéciaux de consultation destinés aux femmes. A cet égard, les organisations

/...

publiques telles que la Société pour la planification de la famille jouent un rôle important. Il existe en outre des services consultatifs spéciaux pour les parents, de même que des centres de consultation prémariatale. Les avortements ne sont pas interdits en Pologne, sauf si le médecin traitant pense que l'interruption de la grossesse peut être dangereuse pour la mère.

L'Etat prend particulièrement soin des familles nombreuses. Les services de soins spéciaux destinés aux mères et aux enfants (voir sect. D/1), ainsi que la reconnaissance de droits spéciaux aux mères qui travaillent (voir sect. E/2) facilitent la tâche de ceux qui ont de nombreux enfants et favorisent la planification de la famille.

F. Droit à l'éducation

Les observations d'ordre général faites à ce sujet dans le rapport précédent restent valables pour la période considérée.

Pendant ladite période, le droit à l'éducation a été garanti par l'existence d'un réseau d'établissements de tout genre, financés et gérés par l'Etat. En 1972/1973, on comptait notamment 24 843 écoles primaires, 1 222 écoles secondaires d'enseignement général, 9 314 écoles secondaires professionnelles et 88 établissements d'enseignement supérieur ou universités.

1. Droit à l'enseignement primaire gratuit

En Pologne, l'enseignement primaire, d'un cycle de huit ans, est obligatoire et gratuit. En 1972/1973, 4 841 323 élèves ont fréquenté cet enseignement. En outre, 137 000 travailleurs ont suivi des cours du soir de niveau primaire.

L'enseignement primaire a été réorganisé à la base, spécialement dans les villages, afin de permettre l'adoption d'un cycle primaire de huit ans.

L'enseignement dispensé au-delà du niveau primaire est également gratuit et nombreux sont ceux qui en bénéficient. Environ 95 p. 100 des jeunes qui ont terminé le cycle primaire poursuivent leurs études.

2. Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, y compris l'enseignement technique et professionnel, en fonction des aptitudes ou du mérite

Les citoyens de la République populaire de Pologne jouissent pleinement de ce droit. L'analyse détaillée qui figurait sur ce point dans le rapport précédent est valable pour la période considérée.

Particulièrement intéressantes à signaler sont les études supérieures organisées pour les travailleurs sous forme de cours par correspondance, de cours du soir et de cours de vulgarisation organisés par les universités. En 1973, ceux qui ont suivi ces cours représentaient 37 p. 100 des effectifs de l'enseignement supérieur.

/...

L'Etat fournit une ample assistance aux personnes qui font des études supérieures - lesquelles sont bien entendu gratuites. En 1969, puis à nouveau en 1973, le système d'attribution des bourses a été modifié au profit des étudiants (la proportion des étudiants bénéficiant de subventions atteint 55 p. 100 et les montants ont été relevés en moyenne de 20 p. 100).

Les employés qui font des études tout en travaillant à plein temps ont désormais le droit de demander un congé spécial pour études avec traitement complet (décision du Conseil des ministres du 23 mars 1973). Ils ont également droit à d'autres facilités (par exemple le remboursement des frais de déplacement pour se rendre à leurs cours).

3. Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

Les parents ont le droit de choisir librement le genre d'éducation ou de profession qui, à leur avis, convient le mieux à leurs enfants et qui existe actuellement en Pologne.

La description des moyens destinés à faciliter l'application de ce droit qui figurait dans le rapport précédent demeure valable pour la période considérée ici.

G. Droit de participer à la vie culturelle

L'exposé détaillé concernant ce droit qui figurait dans le rapport précédent reste valable pour la période considérée ici. On se contentera d'ajouter ci-après quelques remarques sur les progrès réalisés.

1. Droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

Pendant la période considérée, les sommes dépensées par l'Etat au titre de la culture, des arts et des sciences ont considérablement augmenté. Le droit de profiter des avantages de la science et de la culture a été respecté, notamment grâce à l'existence d'un réseau de 53 800 bibliothèques (contre 52 400 en 1970) et d'autres établissements culturels. Le nombre d'exemplaires de livres et autres ouvrages publiés, ainsi que le tirage des journaux et des périodiques ont considérablement augmenté.

Dans le domaine législatif, on notera en particulier les mesures suivantes :

a) Décision du Ministre de la culture et des arts du 25 novembre 1972, concernant les activités reconnues comme créatrices;

b) Décision du Conseil des ministres du 9 septembre 1972, relative aux congés accordés à des fins d'activités créatrices.

/...

2. Droit à la protection des intérêts moraux et financiers découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

Ce droit a été entièrement respecté grâce à la protection des copyright dont se sont chargées diverses associations : la Société des auteurs - ZAIKS, le syndicat des compositeurs polonais, le syndicat des écrivains polonais, le syndicat des artistes polonais de théâtre et de cinéma, etc.

Parmi les mesures législatives pertinentes, on notera :

a) Décision du Conseil des ministres du 7 janvier 1972 sur les principes applicables aux oeuvres littéraires et aux scénarios de films, ainsi que sur les droits d'auteur correspondants;

b) Ordonnance du Ministre de la culture et des arts du 24 novembre 1971, concernant la création d'un comité d'experts chargé d'élaborer les principes régissant les négociations relatives aux contrats et aux droits d'auteur pour les oeuvres d'art et les oeuvres photographiques.

L'arrêt de la Cour suprême No II PR 686/70, relatif à la protection des copyright, est également à signaler.

IV. MESURES PRISES EN VUE D'ASSURER A TOUS LES CITOYENS LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME

Comme l'ont signalé à de nombreuses reprises les documents officiels présentés à l'Organisation des Nations Unies, la Constitution de la République populaire de Pologne et le système social et politique de ce pays interdisent toute discrimination à l'encontre des citoyens dans l'exercice de leurs droits économiques, sociaux et culturels. La loi interdit toute discrimination fondée sur la race, la langue, la religion, la nationalité, le sexe, etc.

La caractéristique essentielle du système social polonais est la réalisation des principes de justice et d'égalité socialistes.

Selon ces principes, l'égalité des chances et l'égalité des droits et des devoirs de tous les citoyens viennent au premier plan.

Comme conséquence des décisions prises par le gouvernement pendant la période considérée, une amélioration sensible a été enregistrée en ce qui concerne l'exercice de ses droits par la population, notamment des droits sociaux et des droits en matière de sécurité et de protection sociale. On a notamment éliminé certaines différences qui existaient entre diverses catégories de la population (voir sect. B).

/...

V. DIFFICULTES RENCONTREES POUR ASSURER LA JOUISSANCE DES DROITS
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET METHODES ET MESURES
ADOPTÉES POUR SURMONTER CES DIFFICULTES

Les mesures législatives, les règlements administratifs et les autres initiatives visant à faciliter la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels et à surmonter les difficultés dans ce domaine sont décrits aux chapitres III et IV.

Le peuple approuve et appuie entièrement les efforts déployés par le gouvernement en faveur de la réalisation de ces droits.

Ainsi, les mesures prises pour promouvoir les soins médicaux (voir par exemple sect. D) sont à l'origine d'une collecte publique pour le Fonds national de la santé.

Autre exemple : l'action du gouvernement visant à améliorer et protéger l'environnement (voir sect. C/5) est appuyée par des organisations publiques, scientifiques et techniques. En particulier, les organisations de jeunesse reconnaissent comme l'une de leurs responsabilités sociales l'obligation de respecter le principe de la protection de l'environnement et d'empêcher la dévastation des ressources naturelles du pays.
